

EN RÉACTION À L'ANNONCE DE MEZRAG

Vers une marche des gardes communaux

Les gardes communaux réagissent à l'annonce de l'ex-chef de l'AIS, Madani Mezrag, pour la création d'un parti politique. Ils envisagent d'organiser prochainement une marche à Batna.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Sous le slogan «Non à l'assassinat de l'Algérie une deuxième fois», les Gardes communaux comptent marcher le 13 septembre prochain à Batna. Pour eux, il est question de sauver la République. «Suite aux dernières sorties de Madani Mezrag notamment l'annonce de la création d'un parti politique et la tenue de son université d'été, nous lançons un appel à toutes les forces vives de l'Algérie pour barer la route à ces architectes de la décennie noire», dira Lahlou Aliouat, porte-parole du Mouvement pour la cause des gardes communaux. Face à la tournure des événements, le

représentant des gardes communaux ne cache pas son inquiétude. «Ce qui nous préoccupe le plus, ce sont les gens qui sont derrière lui et qu'il faut d'ailleurs identifier», précise-t-il. Il dénonce toutefois, le «silence» de l'Etat par rapport à ces «manœuvres obscurantistes». Un silence qui, dit-il, «nous fait peur». Pour les gardes communaux, même si l'ex-chef de l'AIS a été promu personnalité nationale, il reste un «criminel». Lahlou Aliouat rappelle ainsi les nombreuses fois où les gardes communaux ont été réprimés lors de leurs protestations alors que toutes les portes ont été «ouvertes» à Mezrag. «Il a été consulté pour la

révision de la Constitution algérienne et il y a eu sa griffe», déplore-t-il. Il assure, en outre, que le Mouvement pour la cause des gardes communaux continue sa lutte contre le terrorisme dans le cadre de la Constitution algérienne et pour une Algérie libre et républicaine. «Nous œuvrons pour répertorier tous les crimes terroristes commis contre l'humanité et leur poursuite en justice. Tel est notre serment aux martyrs du devoir», dit-il. Par ailleurs, la réunion du conseil national du mouvement est prévue le jeudi prochain pour la préparation de la marche de Batna. Une région qui a été choisie pour «avoir beaucoup souffert du terrorisme pendant des années», explique le porte-parole du Mouvement pour la cause des Gardes communaux.

Ry. N.



Les gardes communaux montent au créneau.

Photo : Samir Sid

VISITE DU PRÉSIDENT MALIEN À ALGER

La paix à l'ordre du jour

Ô Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta est depuis hier à Alger. La paix dans le nord du Mali qui peine à se mettre en place sera au menu de cette visite de trois jours.

Nadia Medjdoub - Alger (Le Soir) - Suite à l'invitation du président Abdelaziz Bouteflika, l'Algérie a reçu, ce dimanche 30 août 2015, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, pour une visite qui s'étalera jusqu'au 1^{er} septembre. Le président malien compte pendant sa visite s'entretenir avec le Président algérien, notamment de l'accord d'Alger pour la paix dans le nord du Mali.

«Les entretiens qu'auront à cette occasion, les deux chefs d'Etat leur permettront d'échanger leurs vues sur les questions régionales et internationales au premier chef desquelles la mise en œuvre de l'accord d'Alger pour la paix et

la réconciliation au Mali et au bénéfice de ses voisins, ainsi que la sécurité dans la sous-région», indique un communiqué officiel de la présidence de la République, rapporté par l'APS.

La visite d'Ibrahim Boubacar Keïta en Algérie a un enjeu politique régional. «Soucieux de la sécurité de son pays, il compte sur l'aide du Président algérien pour obtenir la stabilité et la paix au nord du Mali. Les orientations des présidents Bouteflika et Keïta guideront aussi les travaux des délégations des deux pays pour la promotion de la coopération bilatérale et des échanges dans tous les domaines au bénéfice des deux peuples», selon le communiqué de la présidence rapporté par l'APS. Ce dernier souligne également qu'en échangeant leurs vues sur les questions régionales et internationales, au premier chef desquelles la mise en œuvre de l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali et au bénéfi-



Ibrahim Boubacar Keïta, Président du Mali.

Photo : D.R

ce de ses voisins ainsi que de la sécurité dans la sous-région, nul doute que les deux délégations aborderont les causes et les conséquences des affrontements qui ont opposé les groupes de la

plateforme pro-gouvernementale et ceux de la coordination des mouvements de l'Azawad.

La semaine dernière, de violents combats avaient éclaté autour de Kidal, entre des combat-

tants de la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) et de la plateforme, en violation de l'accord de paix conclu à Alger, sous l'égide des Nations unies. Citée par la presse malienne, la CMA a en outre précisé que la suspension de sa participation au comité de suivi se poursuivra jusqu'au retrait de ses rivaux du groupe d'auto-défense touareg Imgad et alliés (GATIA, qui fait partie de la plateforme), des positions que la CMA occupait avant la signature de l'accord de paix, de juin 2015.

A Alger, Ibrahim Boubacar Keïta, «compte bien tout mettre en œuvre, avec son homologue algérien, afin de permettre le développement économique des régions du nord du Mali et des zones frontalières des deux pays et de réaliser un programme spécial d'appui humanitaire au bénéfice notamment des populations affectées des régions des deux pays», indique-t-on.

N. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Un individu interpellé pour soutien au terrorisme

Une personne a été arrêtée par la gendarmerie sur les lieux de l'élimination du terroriste émir du sud-ouest de Sidi-Bel-Abbès, vendredi dernier, dans une ferme située dans les environs de la localité de Moulay-Slissen, à 40 km du chef-lieu Sidi-Bel-Abbès. L'individu, habitant la dite ferme est soupçonné d'apporter son soutien au terrorisme qui sévit dans la région. Il sera déféré incessamment devant le procureur de la République de Telagh.

Pour rappel de cette affaire, agissant sur la base d'information faisant état de la présence de terroristes dans une ferme désignée dans la localité de Moulay-Slissen les éléments des forces militaires ont dans l'après-midi de vendredi dernier donné un assaut qui s'est soldé par la neutralisation physique du sinistre émir Abdou Cheikh dit Talha, âgé de 50 ans, natif de la région et activant dans le sud-ouest de Sidi-Bel-Abbès et la récupération d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et de munitions. L'émir abattu, un ex-travailleur de la santé, a rejoint le maquis en 1993 et a activé dans le triangle Oued Sebaâ, Moulay-Slissen et Sidi-Ali-Benyoub dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, une région très sensible à cause de son relief accidenté et très boisé.

il aurait été condamné en mars 2010 à la perpétuité par contumace par le tribunal criminel de Sidi-Bel-Abbès.

A.M.

MÉDICAMENTS

Baisse continue de la facture d'importation en 2015

La facture d'importation des produits pharmaceutiques a reculé de près de 30% durant les 7 premiers mois de l'année 2015 par rapport à la même période de 2014, tandis que les quantités importées ont baissé de près de 1%, a appris dimanche l'APS auprès des Douanes.

Sur le plan coût, les importations sont passées à 998,75 millions de dollars (usd), sur la période janvier-juillet 2015, contre 1,42 milliard usd sur la même période en 2014, soit une baisse de 29,83%, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Quant aux quantités importées, elles ont affiché une légère baisse passant à 16 074,5 tonnes

contre 16 229,54 tonnes (-0,96%). La baisse en valeur des importations, constatée depuis le début de l'année, a concerné l'ensemble de la composante des produits pharmaceutiques tandis que le recul des quantités importées a touché uniquement les médicaments à usage humain, alors que celles des produits destinés à la médecine vétérinaire et des produits para-pharmaceutiques affichent une nette hausse. Pour ce qui concerne la facture des médicaments à usage humain, qui représente près de 95% de la facture globale des importations des produits pharmaceutiques, elle s'est chiffrée à 947,49 millions usd contre 1,36 milliard usd (-30,4%), tandis que les quantités importées sont passées à 14.730 tonnes contre 15 126,47 tonnes (-2,62%). Pour les

importations des produits parapharmaceutiques (3,4% de la facture globale), elles se sont établies à 34,41 millions usd (903,44 tonnes) contre 42,22 millions usd (750,61 tonnes), soit une baisse de 18,51% en valeur et une hausse de 20,36% en quantité.

Quant aux médicaments à usage vétérinaire (1,6% de la facture globale), leurs importations ont atteint 16,85 millions usd (441 tonnes) contre 19,68 millions usd (352,45 tonnes), soit un recul de 14,38% en montant et une hausse de 25,13% en quantité.

A rappeler que la facture des importations des produits pharmaceutiques avait atteint près de 2,6 milliards usd en 2014, en hausse de 10,44% par rapport à 2013.

APS